



## COMMUNIQUE DE PRESSE

A la suite de son premier communiqué de presse, le collectif a été la cible de discours d'incitation à la haine raciale voire de menaces de mort formulées à l'encontre des avocats qui ont accepté de prendre la défense des victimes et de leurs familles. Simultanément, de nombreux messages de soutien sont parvenus au collectif. Ils émanaient de personnes qui partagent le souci des défenseurs de mener des enquêtes judiciaires objectives devant conduire au procès des auteurs de crimes et leurs complices, sans aucune concession pour l'extrémisme et la haine inter-ethnique. Les messages d'encouragement portaient aussi les inquiétudes de nombreuses personnes parfaitement informées de l'instrumentalisation progressive de Minembwe pour créer des foyers de tension et de déstabilisation à l'Est de la République démocratique du Congo.

Depuis le premier communiqué, et malgré la crise du coronavirus qui a certes eu un impact sur le calendrier initial, notre équipe a fait une descente sur terrain et procédé à l'audition d'un premier groupe de victimes et de témoins à Minembwe et à Bukavu. Ce travail se poursuit et va s'accélérer dans les prochaines semaines, au fur et à mesure que la circulation des personnes sera rétablie dans la région. Il ressort des témoignages recueillis et d'autres sources disponibles que des crimes graves en droit national et international ont été, et continuent d'être, commis dans la région des haut-plateaux. Cette situation devrait interpeller tout le monde, spécialement les autorités de la RDC et la communauté internationale présente en RDC, notamment par le biais de la MONUSCO.

Pour le collectif, les résultats des enquêtes seront présentés aux autorités tant nationales qu'internationales, l'objectif étant d'exposer l'identité des auteurs des crimes et de les renvoyer devant une juridiction compétente afin qu'ils rendent compte de leurs actes.

Ce travail est d'une actualité brûlante d'autant plus qu'en date du 18 avril 2020, les membres de l'armée nationale de la RDC (FARDC) affectés à Minembwe ont accompagné plusieurs personnes à Lulenge dans leurs champs pour s'y approvisionner en vivres comme d'habitude. Parmi ces personnes étaient Mme NYIRAMWIZA, Mme NYIRANSANSIRWA, Mme NYIRARUMUTARUTWA et Mr ADONI SEBAREZI. Ces militaires sont restés au sommet d'une colline à quelques Kilomètres des champs et ont demandé à ces personnes accompagnées de se rendre seules aux champs. D'habitude, les militaires prenaient soin de les conduire jusqu'à l'intérieur des champs. Ces paisibles citoyens de la communauté Banyamulenge ont suivi les ordres donnés et ont été surpris par l'arrivée d'éléments Maï Maï qui les ont directement empêchés de tenter de courir vers les FARDC et ont réussi à stopper les 4 personnes dont les noms sont repris ci-haut. Aucune aide n'a été apportée aux victimes. En date du 19 avril 2020, les familles des victimes accompagnées d'autres militaires sont allées à la recherche des disparus et elles ont retrouvé les cadavres des dames NYIRAMWIZA et NYIRAMUTARUTWA, violées et mutilées. Encore très récemment, le 12 mai 2020, NYIRAKIRAYI Oderi et Francois CHIRUZA ont été tué par des Maï Maï près du village Chez Mulima. Ils faisait partie d'un groupe des personnes qui se déplaçaient en vue d'acheter de la nourriture pour leurs familles...



COLLECTIF DES AVOCATS DES PARTIES CIVILES

[justiceformulenge@gmail.com](mailto:justiceformulenge@gmail.com)

(+32 475608764) (+1 917 544 9938) (+44 7479 965674)



Cela doit cesser.

Ces faits démontrent aussi l'urgence d'un travail d'enquête par des professionnels de justice, libres et indépendants. En effet, il faut rechercher ce qui a justifié que des militaires, agissant contre le mandat de protection qui est le leur, abandonnent des civils, femmes de surcroît, pour être assassinées par des miliciens Mai Mai. Il faudra s'interroger sur l'identité des officiers supérieurs qui rendent possibles ces crimes, de nombreuses enquêtes des Nations Unies ayant d'ailleurs déjà largement documenté la responsabilité de certains hauts gradés FARDC dans des opérations de déstabilisation à l'Est de la RDC.

Le collectif veut agir et démasquer les auteurs et commanditaires de ce tragique incident et autres crimes abominables qui continuent d'être commis à Minembwe et ailleurs dans les hauts plateaux du sud Kivu. Il espère pouvoir compter sur l'appui indéfectible des autorités judiciaires, de la police et les militaires qui soutiennent l'Etat de Droit en RDC, et que les autorités de la MONUSCO prendront également leurs responsabilités dans un contexte où la protection des victimes rentre dans leur priorités conformément aux résolutions des Nations Unies spécifiant leur mandat.

Une paix durable en RDC n'est possible qu'en mettant fin à l'impunité, en déférant en justice les auteurs des crimes odieux et leurs soutiens qui continuent à circuler librement

Le collectif en appel à la collaboration des toutes les personnes des diverses communautés vivant sur les Haut Plateaux soucieuses d'éviter la haine ethnique, les crimes contre l'humanité et la déstabilisation de la République démocratique du Congo.

Fait à Bruxelles et New York

Le 23/05/2020

Pour le collectif

Jean-Paul SHAKA

Avocat au Barreau de New York

Bernard Maingain

Avocat au Barreau de Bruxelles et membre du  
du Barreau de la Cour pénale internationale

Pour la communauté Banyamulenge

Innocent NTEZIRYAYO, Juriste, UK



**JUSTICE POUR  
MINEMBWE**



COLLECTIF DES AVOCATS DES PARTIES CIVILES

[justiceformulenge@gmail.com](mailto:justiceformulenge@gmail.com)

(+32 475608764) (+1 917 544 9938) (+44 7479 965674)



## PRESS RELEASE

The first press release issued by the *Collectif des Avocats des Parties Civiles (Collectif)* was followed by ethnic and racially charged hate messages and even threats directed against the lawyers who accepted the task of defending the victims and their families. However, the *Collectif* received several messages of support from individuals who share the same belief that impartial judicial investigations are necessary to ensure that individuals suspected of committing crimes and their accomplices are brought to justice, without any concession to ethnic extremist and hatred. The messages of support further denounced the growing exploitation of the crisis in Minembwe by actors interested in creating additional sources tension and destabilization of eastern Democratic Republic of Congo (DRC).

Since the press release, and despite the Coronavirus crisis that disturbed our initial planning, our team conducted a first investigation on the ground and collected several interviews of victims and witnesses in Minembwe and Bukavu. The work is still ongoing and will be scaled up in the weeks ahead as the lockdown rules are loosened allowing people to move around in the region. The collected testimonies as well as other available information provide evidence that serious crimes under national and international law have been and continue to be committed in the Minembwe/*hauts-plateaux* area. This tragic reality calls for appropriate and concerted responses from diverse actors, particularly Congolese authorities but also the international community which is involved in the DRC, notably through the MONUSCO peacekeeping mission.

The outcome of our investigation will be presented to competent national and international authorities. By exposing the identities of persons suspected of involvement in the commission of the crimes, our expectation is to see them brought to justice held accountable.

The urgency of this mission was recently illustrated by tragic incidents. On 18 April 2020, members of the DRC Armed Forces (FARDC) deployed in Minembwe routinely escorted a group of predominantly Banyamulenge women to Lulenge to collect food supplies from their farms. The soldiers took the decision to stay at the top of a hill, a few kilometers away from the farms and asked the group to make the rest of the journey to the fields alone, contrary to the practice in previous occasions where they journeyed with the escorted group all the way to the fields for fear of attacks. Once exposed and defenseless, the group was attacked by the Mai Mai who cut them off from rejoining the soldiers, capturing Ms. NYIRAMWIZA, Ms. NYIRANSANSIRWA, Ms. NYIRARUMUTARUTWA and Mr ADONI SEBAREZI. The FARDC soldiers remained passive throughout the attack. On the following day, family members of the missing individuals left with another escort of FARDC soldiers in search for their loved ones and discovered mutilated bodies of Ms. NYIRAMWIZA and Ms. NYIRAMUTARUTWA who had clearly been raped. More recently, on 12 May 2020, NYIRAKIRAYI Oderi and Francois CHIRUZA were killed by the Mai Mai militia near the Chez Mulima village. They were also part of a group that came under attack as it headed to the market to buy desperately needed food supplies for their families.



COLLECTIF DES AVOCATS DES PARTIES CIVILES

[justiceformulenge@gmail.com](mailto:justiceformulenge@gmail.com)

(+32 475608764) (+1 917 544 9938) (+44 7479965674)



These criminal Acts must stop!

The tragic incidents strongly demonstrate the necessity of conducting impartial and independent investigations by competent legal professionals. It is crucial to dig deeper into why, for instance, the FARDC soldiers violated their duty to protect innocent, dominantly women, civilians before they were assassinated by the Mai Mai militia. Investigations should clarify suspicions of involvement and collusion of some commanding FARDC officers with Mai Mai groups. It is important to reiterate that several UN reports have extensively documented the role of some high ranking Congolese military officials in fomenting instability in eastern DRC.

The *collectif* is determined to press ahead until the persons responsible for these and other crimes committed in Minembwe and elsewhere in the *Hauts Plateaux* of South Kivu and their accomplices are revealed and brought to justice. To be successful, this mission requires an unwavering support from judicial and military authorities and the police to ensure that the rule of law is upheld in the DRC. In view of the paramount importance of protecting vulnerable victims, MONUSCO should play a crucial role since such protection is a core dimension of the mission's mandate as specified relevant UN SC resolutions.

Lasting peace in the DRC is only possible if genuine actions are undertaken to end impunity by bringing to justice persons responsible for atrocities and their accomplices who, until present day, continue to operate undeterred.

The Collectif seeks to collaborate with all persons of good will from any ethnic community living in the *hauts plateaux* and South Kivu in general to fighting against hate crimes by ensuring that justice and peace between communities prevail.

Done in Brussels, New York, on 05/23/2020

For the *Collectif*

Jean-Paul SHAKA   
Lawyer admitted at de New York Bar

Bernard Maingain   
Lawyer at the Brussels bar and a member of the  
Bar at the International Criminal Court

For the Banyamulenge Community

Innocent NTEZIRYAYO  
Jurist, UK



JUSTICE POUR  
MINEMBWE  
COLLECTIF DES AVOCATS DES PARTIES CIVILES

[justiceformulenge@gmail.com](mailto:justiceformulenge@gmail.com)

(+32 475608764) (+1 917 544 9938) (+44 7479965674)